

Les syndicats misent gros sur samedi

RÉFORME DES RETRAITES La mobilisation a connu un fléchissement hier pour son acte III. L'intersyndicale parie sur un élargissement pour l'acte IV pour mettre la pression sur l'exécutif

Un léger coup de frein. Hier, les syndicats n'ont pas réussi à mobiliser encore plus de monde dans la rue. En France, et dans la région, les manifestants contre la réforme de retraites étaient moins nombreux que le 31 janvier. Les débats houleux à l'Assemblée nationale pour le début de la discussion sur ce projet de loi très controversé, lundi soir, n'ont pas fait bouler de neige (*lire page III*).

Si la CGT annonce près de deux millions de manifestants, le ministère en donne 757 000, en nette baisse par rapport à la semaine dernière. C'est moins que le 31 janvier où l'intersyndicale avait annoncé plus de 2,5 millions de participants, la CGT 2,8 et les autorités 1,27. Le 19, la CGT avait annoncé plus de deux millions de participants et le ministère de l'Intérieur 1,12. Hier les défilés étaient "moins denses mais la détermination toujours là" selon le sénateur communiste des Bouches-du-Rhône, Jérémy Bacchi. On saura samedi si le choix de l'intersyndicale d'organiser deux journées de mobilisation dans la même semaine était le bon.

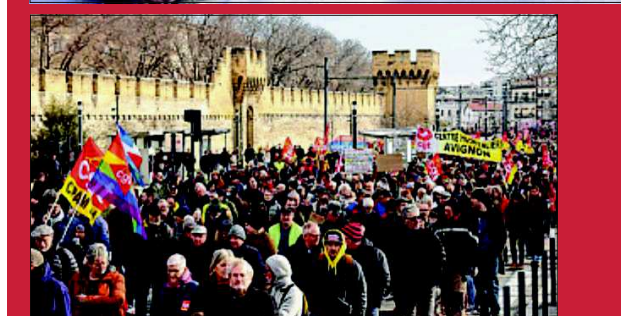
À la demande des partis politiques de gauche et des syndicats réformateurs comme la CFDT, l'intersyndicale voulait une date le week-end pour mobiliser au-delà des salariés du public ou des grands groupes, majoritaires dans les cortèges de semaine. A contrario, à la demande des centrales plus radicales, une date était également maintenue la semaine. Un sacré pari quand l'on sait qu'une journée à

battre le pavé a un coût et que les vacances de février ont débuté. Samedi d'ailleurs, la zone A et la Zone B seront au repos. L'exécutif reste le maître des horloges et mise sur la période des congés, qui touchera les parlementaires du 20 au 26 février, pour éroder la motivation des contestataires. Le patron de la CFDT, premier syndicat français, reconnaît "un petit handicap avec les vacances..." Mais Laurent Berger ajoute dans la foulée que "le débat parlementaire c'est jusqu'à fin mars, et en mars il n'y aura plus de vacances". Son homologue de la CGT, Philippe Martinez, tient un discours plus radical: "Si les manifestations ne suffisent pas, il faudra passer à des grèves reconductibles." "Il faudra d'autres manifs mais pour nous, c'est clair, la suite ce sera la grève reconductible, autour du 8 mars", lui fait écho Simon Duteil de Solidaires. Ce qui sous-entend d'arriver à un blocage du pays en mars au moment où le texte sera de retour à l'Assemblée après un passage au Sénat. Les 50 jours de discussions conduisent à une fin des débats parlementaires le 26 mars à minuit. À l'instar des Cégétistes dans les raffineries, les syndicats se sont adaptés à ce calendrier et s'organisent pour que la lutte puisse durer et monter crescendo jusqu'à cette date. Quitte à la continuer même en cas d'adoption, comme lors du contrat de première embauche qui avait été retiré en 2006 après avoir été adopté. Mais on n'en est encore loin.

Florent PROVANSAL

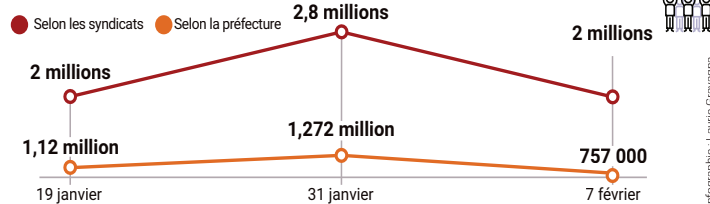


▲ À Paris, la manifestation a réuni 57 000 personnes selon la police, 400 000 personnes selon la CGT et 600 000 selon le cabinet Occurrence. En tête de cortège, les syndicats avec, entre autres, Laurent Berger (CFDT) ou Philippe Martinez (CGT) qui a rappelé que "la suite, ce sera la grève reconductible". / PHOTO AFP



Infographie: Laurie Graugny

L'affluence en France



LE REPORTAGE À MARSEILLE

"Précaires et solidaires", les jeunes entrent dans la danse

Pas facile d'organiser un blocus: à 8 h, devant la grille du lycée Saint-Charles (1^{er}), Sacha, Océane et Bilkis, 16 ans, élèves en seconde dans l'établissement, déchantent un peu. "Les gens sont restés au lit", constate la première, alors qu'une dizaine d'élèves figurent pancartes et banderoles. Contre le portail, quelques policiers assurent que les entrées et sorties se font sans encombre.

Qu'importe: le petit groupe ira rejoindre la coordination lycéenne sur le Vieux-Port, où les attendent leurs copains de

Thiers, Marie-Curie, Montgrand... "On se sent super solidaires de ce mouvement, développe Océane, pour nos parents, pour nos profs. Ça nous concerne tous." Depuis quelques semaines, la réforme des retraites s'est mise à angoisser ces ados aux joues encore rondes: "Si les gens partent plus tard en retraite, quand est-ce qu'on aura du boulot, nous?" Près d'elles, Simon, 27 ans, est charpentier et milite aux Jeunes communistes des Bouches-du-Rhône. "Si le soutien des jeunes est important, ce

n'est pas parce qu'il ferait peur au gouvernement, mais parce que dans la lutte, des consciences se forment pour l'après", pose-t-il. Lui-même a fait ses "classes" en 2016, lors des manifs "dures" contre la Loi Travail. "J'y ai rencontré les communistes, ils m'ont appris l'histoire des grandes luttes sociales, mais aussi à tracter, à s'organiser sur le terrain". "Une génération se forme", sourit Jules, cheminot de 26 ans.

Se former, s'organiser, serrer les rangs, quand on a 15 ou 20 ans, cela passe comme pour tout, par TikTok ou Instagram: c'est au fil des comptes qui fleurissent chaque jour que les lycéens structurent leur entrée dans la contestation. "Ce matin on doit se retrouver au lycée Victor-Hugo", précise ainsi Alice, jeune assistante d'éducation (AED) de 26 ans. Emmanuel Roux, un collègue, y a été suspendu quatre mois. "De la discrimination syndicale", protestent Yohann, ingénieur de recherche, et Martine, retraitée, représentants CGT, venus eux aussi soutenir le militant. Figure bien connue des cortèges marseillais, "Manu" compte sur ses doigts: "Je crois bien que j'en suis à mon troisième mouvement contre la réforme des re-



À 8 h, un petit groupe tentait d'organiser - en vain - le blocus du lycée Saint-Charles, à Marseille. / PHOTOS D.T.A.

ti "la force", mais aussi les limites, l'étiollement: "La désobéissance civile" leur semble aujourd'hui plus efficace pour se faire entendre. Alors que la foule se masse peu à peu sur le quai, la jeunesse retrouve cependant le sourire: "Ce qui compte vraiment, se reprend Olivia, 18 ans, en fac de théâtre à Aix, c'est ce sentiment d'union." "On se voit nombreux, on se sent plus forts", exulte de même Sybille, 20 ans, étudiante en philo. Emilie, sous sa pancarte réclamant "une retraite exquise", exhorte en riant "les rappelés à descendre dans la rue". Jul ou So-so Maness au mégaphone? "Ça, ça mobiliserait les jeunes!"

Même sans star des charts, Leonardo Perez, délégué syndical Unef Aix-Marseille, mise sur une "politisation des jeunes" en accéléré. "La réforme des retraites, des bourses, Parcoursup: avec Macron, on vit les cinq années les plus sauvages de notre vie", tempête-t-il. Face à une "société qui organise la concurrence de tous contre chacun", il envisage une issue: "Tenir la rue, massifier le mouvement. Et si ça ne suffit pas, alors oui, aller au blocage." Bien qu'encore timides, les jeunes sont bien entrés dans la danse.

Delphine TANGUY



Étudiants et élèves des grands lycées marseillais ont convergé vers le Vieux-Port. / PHOTO PHOTO VALÉRIE VREL



◀ À Avignon, autour de 7 000 personnes ont défilé hier, montrant que la dynamique de ce mouvement ne faiblit pas. /PHOTO CYRIL HIELY



▶ À Marseille, la mobilisation était à la baisse avec 180 000 personnes selon les syndicats, 15 000 selon la police. /PHOTO VALÉRIE VREL

DANS LE CORTÈGE MARSEILLAIS

"Le leitmotiv, c'est d'y aller doucement, mais sûrement"



Ne s'attardant pas sur une mobilisation en retrait hier, les syndicats comptent sur samedi après-midi pour reprendre du souffle. /PHOTO VALÉRIE VREL

Face à la mairie de Marseille, légèrement en retrait du cortège qui s'ébroue lentement, Jérémy Bacchi fait de la physique et un peu de calcul. "Il y a moins de monde, mais la détermination est là", observe le sénateur communiste, seul parlementaire revenu sur le Vieux-Port, ce mardi matin, alors que les députés bataillent dans leur hémicycle parisien. "La bonne nouvelle, c'est que les jeunes sont entrés dans le mouvement. Leur présence, ajoutée à notre force et à celle de l'opposition parlementaire, crée un étau. Le gouvernement est pris dans une souricière. Samedi sera aussi une belle journée, si on réussit le pari d'amener d'autres manifestants."

La gauche et les syndicats l'avaient anticipé, alors que certains hésitaient à se lancer dans la rue ce mardi, la mobilisation d'hier avait le visage d'une transition. Environ 15 000 mille personnes sous les coups de mistral du Vieux-Port, soit moins que les 19 et 31 janvier, mais pas de quoi s'affoler. L'idée était de maintenir la pression, sans chercher la démonstration de force, ni les blocages qui pourraient retourner une opinion toujours favorable à la contestation. Il s'agit de préparer les jours d'après. "Tenir, élargir, ancrer, résume Olivier Mateu, secrétaire départemental de la CGT. Tout le monde a compris que le gouvernement allait s'entêter, alors qu'il n'a pas de majorité. Mais il semble redécouvrir qu'il y a de l'intelligence chez les travailleurs et les syndicats."

Si les raffineurs poursuivent leurs grèves, les cheminots feront rouler les trains à l'orée des vacances. "Une décision intelligente, estime Philippe Avocat, délégué central syndical CFE-CGC chez Arcelor à Fos. On n'est pas là pour bloquer, mais on voit qu'avec le temps, les gens comprennent que les éléments de langage du gouvernement tournent en rond. Que les députés de la majorité et de la droite s'interrogent. Que cette réforme dite juste est injuste pour les femmes et les jeunes, notamment." Autant éviter la précipitation.

Alors que le semi-marathon parlementaire patine, les syndicats respirent lentement. "Le leitmotiv, c'est de dire qu'il faut y aller gentiment, mais sûrement, souligne Kader Benayed, délégué Sud dans le secteur hospitalier. On voit que le manque de reconnaissance est flagrant dans les hôpitaux, que les promesses n'ont pas été tenues, que les concessions servent à faire bifurquer l'attention. Mais on ne lâchera pas, on sera là le temps qu'il faut." Quitte à accélérer, si le souffle faiblit. "La clé, ça peut être tenir sans bloquer, analyse Franck Bergamini, leader de FO dans les Bouches-du-Rhône, en marchant en tête de cortège. Et d'aller chercher d'autres manifestants. Mais si rien ne bouge, on pourra aussi durcir la méthode." Une forte mobilisation, samedi, pourrait suffire à maintenir la stratégie de la tranchée.

François TONNEAU

DANS LES RAFFINERIES

Comment les pétroliers s'organisent pour durer

Comme les 19 et 31 janvier, les cars de la CGT ont afflué hier, vers Marseille, et avec eux, des pétroliers toujours déterminés. Malgré des chiffres de mobilisation moins importants que lors des deux premiers "actes",

la centrale reste convaincue de ses forces et veut "s'ancrer dans le temps". Sur les sites de La Mède (Total), Fos-sur-Mer (Esso) et Lavéra (Petroineos), la CGT appelle à une nouvelle journée de grève aujourd'hui afin de

maintenir la pression sur le gouvernement.

Dans un premier temps, les pétroliers avaient pourtant imaginé une grève de trois jours qui devait commencer lundi. Ils se sont finalement ravisés pour col-

ler davantage au planning des autres fédérations : l'énergie, les ports et les cheminots notamment. "On pense que ça aura plus d'impact, expliquait Lionel Arbiol, délégué CGT chez Esso à Fos-sur-Mer, qui a défilé derrière la banderole de la pétrochimie en tête de cortège. C'est une question de convergence des luttes et de visibilité du mouvement." Ils seront donc à nouveau dans la rue, samedi, à l'occasion de la prochaine journée de mobilisation interprofessionnelle. En attendant le coup d'accélérateur.

rappelle Fabien Cros. Son camarade de Fos, Lionel Arbiol, abonde : "On ne veut pas refaire comme en 2010 ou 2016 quand le secteur pétrolier était parti en tête de gondole sans être forcément suivi. L'idée, c'est de rester groupés avec les autres fédérations." Et tant pis si la lutte part pour durer : "On n'est pas à l'abri qu'il y ait un regain de mobilisation pendant les vacances, avec une facilité à descendre dans la rue", positive Fabien Cros.

"On ne vit pas en vase clos, poursuit Sébastien Varagnol. On a des familles, des amis, qui sont assez peu favorables à cette réforme. Chez Petroineos, j'en ai pas encore croisé quelqu'un qui m'ait dit vouloir travailler deux ans de plus !"

De son côté, Lionel Arbiol constate une mobilisation peu courante : "On a vu près 10% de grévistes qui viennent en manifestation, ce sont des taux qu'on n'avait jamais vus par le passé." Le syndicaliste fosséen se félicite notamment de voir des jeunes se mêler à la contestation.

"La reconductible est dans la stratégie depuis le début."

"Dans un premier temps, l'idée était de ne pas arrêter l'outil de travail pour ne pas faire peur aux gens et éviter de créer des pénuries d'essence", expliquait de son côté Sébastien Varagnol, délégué CGT de la raffinerie Petroineos. Les syndicalistes, qui ont pu voir par le passé l'opinion publique se retourner contre eux, souhaitent en effet la ménager. D'autant plus que les récents sondages font toujours état d'une forte opposition des Français à la réforme.

Un enjeu de timing

"La grève reconductible est dans la stratégie depuis le début", explique Fabien Cros, délégué CGT chez Total à La Mède. Le sujet a encore été abordé lundi lors d'une assemblée générale sur le site de la raffinerie. "Chez nous, je ne dirais pas que c'est facile, mais les employés sont très concernés, poursuit le syndicaliste. Il y a une volonté d'en découdre." Mais avant de déclencher cette "ultime décision", la CGT souhaite se coordonner et identifier le moment propice. "Ça ne sert à rien de partir trop en avant car les gens ne peuvent pas supporter des pertes de salaires trop importantes",

Préparer le coup d'après

En attendant de décider de la grève reconductible, les pétroliers se préparent donc. "On sait qu'on perdra de l'argent, reconnaît Fabien Cros, mais la CGT sait être solidaire." D'autant plus que le processus, mis en place en septembre et en octobre pour réclamer des hausses de salaires, est bien rodé. "On organisera à nouveau des roulements pour que la grève ne pèse pas toujours sur les mêmes, explique Lionel Arbiol. On va aussi mettre en place une caisse de grève pour équilibrer les pertes."

Thomas LIABOT



Les pétroliers ont défilé en nombre, hier, à Marseille, pour réclamer le retrait du projet de loi. Dans les raffineries, la CGT temporise avant de lancer une grève reconductible qu'elle estime inéluctable si le gouvernement maintient la réforme. /PHOTO DAVID ROSSI